



1938-1944 : Des accords de Munich à la libération de Paris ou l'aube des sondages d'opinion en France.

En 1938, Jean Stœtzl, universitaire normalien et agrégé de philosophie crée le premier institut de sondages en France : l'Ifop ou Institut Français d'Opinion Publique qui restera jusqu'en 1963, date de la création de la SOFRES, le seul institut d'enquêtes de l'hexagone.

La naissance de l'Ifop est clairement liée à une influence américaine : professeur détaché à l'Université Columbia de New York de 1937 à 1938, Jean Stœtzl y fait la connaissance de George Gallup, à l'origine du lancement - à partir de la campagne présidentielle de 1936 - et de la popularité des sondages aux Etats-Unis¹. Il est séduit par le succès de Gallup et par la méthode utilisée (un échantillon représentatif d'électeurs américains plutôt que des votes de paille tels ceux organisés pendant la campagne électorale par le *Literary Digest* qui annonçait la défaite de Roosevelt. Il revient en France avec l'idée de la création de l'Ifop et le souhait de voir ses enquêtes publiées dans la presse, à l'instar de celles de George Gallup dans le *New York Times*.

Aujourd'hui, il ne reste que peu de traces des enquêtes de l'Ifop réalisées dès après la création de l'institut, dans la période 1938-1945. Selon Hélène Riffault qui fut la fidèle collaboratrice de Jean Stœtzl, l'occupation en est la cause principale : « S'il n'existe plus d'archives sur les premières enquêtes de l'Ifop, c'est parce que Jean Stœtzl les a détruites, craignant une perquisition ».

Néanmoins, au delà de ces aléas historiques, la naissance de l'Ifop est intimement liée à deux moments historiques au cours desquels les travaux de l'institut ont été révélés au grand public : la crise et les accords de Munich en septembre 1938 puis la libération de Paris en août 1944.

L'OPINION APRES MUNICH

La création puis les premiers pas de l'Ifop interviennent dans un contexte international particulièrement dramatique, marqué par deux crises : les tensions germano-tchèques autour de la région des Sudètes, qui allaient aboutir en septembre 1938 à la conférence de Munich puis l'occupation en mars 1939 de Prague et de l'ensemble de la Bohême Moravie par les troupes allemandes.

C'est autour de ces événements que le premier institut de sondage fondé en France va permettre - à partir de deux enquêtes réalisées avant et immédiatement après chacune de ces deux crises - de répondre à la question: qu'en pensent les Français ?

A la suite de la signature des accords de Munich le 29 septembre 1938 par la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Allemagne, Jean Stœtzl réalise le tout premier sondage politique : 57% des personnes interrogées déclarent approuver ces accords tandis que 37% les jugent néfastes (6% refusent de se prononcer).

L'opinion publique française avalise donc Munich et l'abandon de la souveraineté de notre allié tchécoslovaque au profit des visées expansionnistes de Hitler. Le sondage révèle toutefois un bloc non négligeable d'opposants à ces accords de septembre et permet de relativiser le prétendu enthousiasme populaire, relayé par la majeure partie de la presse française et visible à travers l'accueil réservé par la foule au président du conseil Edouard Daladier à son retour d'Allemagne, acclamé pour avoir « sauvé la paix ».

¹ Avec Elmo Roper et Archibald Crossley, cf. L'Histoire des sondages de Jacques Antoine (Odile Jacob, 2005).



Pour la première fois, une enquête d'opinion permet donc de nuancer objectivement la portée de manifestations ou de démonstrations publiques favorables ou opposées aux accords de Munich et de jouer le rôle de « juge de paix » face aux polémiques qui s'étaient engagées entre les partis et dans la presse.

En outre, ce sondage met également en lumière un phénomène qui sera fréquemment observé par la suite, à savoir le décalage entre l'état de l'opinion et la représentation parlementaire : les accords seront ratifiés par 535 voix contre 75, soit une adhésion de 88% des députés.

Les autres questions posées dans cette enquête apportent des éléments de compréhension sur l'état d'esprit d'un peuple pris entre deux tensions qui s'avèreront contradictoires. D'un côté, figure la crainte d'un nouvel embrasement mondial, vingt ans seulement après la fin de la Grande Guerre, qui explique cette recherche du compromis avec l'Allemagne nazie et pour finir le « lâche soulagement » après Munich. Pour 73% des personnes interrogées, une nouvelle guerre mondiale entraînerait la destruction de la civilisation.

De l'autre côté, le sondage de l'Ifop montre que le renoncement de Munich s'accompagne désormais de fortes résolutions pour l'avenir. A la question « pensez-vous que la France et l'Angleterre doivent désormais résister à toute nouvelle exigence de Hitler, 70% des Français répondent oui, 17% manifestent leur opposition. Cette adhésion à l'idée que Munich doit être une sorte de « der des der » face à la politique d'expansion du Führer est majoritaire dans tous les segments de la population, à l'exception des professions libérales ainsi que des commerçants et des industriels interrogés rejetant à plus des deux tiers l'idée qu'il faut résister à toute nouvelle exigence allemande.

On voit bien là l'ambivalence de l'opinion publique française entre hantise d'un nouveau conflit mondial largement perçu comme devant entraîner - pour paraphraser Paul Valéry - la mort de la civilisation occidentale et émergence d'un esprit de résistance face à l'expansionnisme hitlérien.

A cet égard, la conséquence la plus caractéristique de la crise de septembre aura été la forte diminution, observée par l'Ifop du pourcentage de Français indifférents à l'égard des enjeux de politique extérieure, celle-ci passant d'août à octobre 1938 de 20% à 7%. Dans un article du premier numéro de la revue *Sondages*², Pierre Henry, appartenant à l'association des amis de l'Institut Français d'Opinion Publique va même jusqu'à déclarer qu' « il est hors de doute que la crise née des Accords de Munich a stimulé l'opinion publique, réveillé la conscience nationale ».

Pour autant, même après l'invasion allemande de la Bohême-Moravie, les Français, tout en prenant la mesure des menaces extérieures, refusent dans leur majorité de croire à la guerre. Seuls 37% des personnes interrogées par l'Ifop en mai 1939 estiment que le pays sera inévitablement entraîné dans une guerre en 1939 ou en 1940 (63% ne le pensent pas ou se disent sans opinion). Ce n'est qu'en juillet 1939 soit moins de 40 jours avant l'invasion de la Pologne par l'armée allemande et la déclaration de guerre de la France et de la Grande-Bretagne à l'Allemagne que l'on assiste à un basculement relatif de l'opinion : 45% des interviewés (contre 34%) pronostiquent une guerre dès 1939. 76% considèrent que « si l'Allemagne tente de s'emparer de la ville libre de Dantzig par la force, nous devons l'en empêcher au besoin par la force ». L'opinion était désormais prête à mourir pour Dantzig.

² Revue *Sondages*, n°1 : L'opinion publique française en face des deux crises de septembre. Cette revue « *Bulletin d'études et de recherches sur l'opinion publique* » fut éditée à partir de juin 1939 par l'association des amis de l'Ifop. Publiée jusqu'en 1978, la revue *Sondages* constitue la principale source d'information chiffrées sur l'opinion publique en France, durant toute cette période.



APRES LA LIBERATION DE PARIS

Le deuxième sondage fondateur pour l'Ifop est réalisé en face-à-face dans la semaine du 28 août au 2 septembre 1944 auprès de la population parisienne et publié le 7 septembre dans l'édition de Paris du journal *Libération*.

Entre ces deux sondages, l'occupation marqua l'arrêt de l'activité de l'Ifop, Jean Stœtzl estimant incompatible l'étude et le suivi de l'opinion publique avec le statut de pays occupé. Néanmoins, les membres de l'association des amis de l'Ifop se réunirent à plusieurs reprises entre juin 1940 et 1944 pour réfléchir à ce que devrait être l'Ifop de l'après guerre. De plus, durant la même période, des personnes engagées dans la résistance dont Max Barioux et le journaliste Yvon Morandat avaient fondé le Service de Sondages et Statistiques (SSS), ayant pour finalité de faire connaître clandestinement les réactions et opinions de la France occupée aux autorités de la résistance et de la France Libre³.

L'enquête menée dans la semaine suivant la libération de Paris marque donc la seconde naissance de l'Ifop et constitue, au regard de ses conditions de réalisation et de certains de ses enseignements sur l'état d'esprit de la population parisienne, un moment historique pour l'institut.

D'un point de vue méthodologique, ce sondage a porté uniquement sur la population parisienne, à l'exclusion de la banlieue. Plus de 1000 personnes ont été interrogées, comme le raconte Jean Stœtzl dans le rapport de l'enquête, « conformément aux proportions caractéristiques de la méthode de l'Institut, parmi des personnes des deux sexes⁴, de tout âge (au dessus de 20 ans), appartenant aux différentes catégories professionnelles ». De son côté, Hélène Riffault insiste sur les difficultés concrètes de réalisation de l'enquête : « Il est juste de dire que les conditions étaient difficiles. Une vingtaine de personnes dispersées dans Paris avaient accepté d'être enquêteurs. Nous avons ronéotypé les questionnaires (une page sur du très mauvais papier) et nous sommes allés les porter avec nos bicyclettes (il n'y avait pas encore de transports en commun) à chacune de ces personnes... Les réponses ont été rapportées par les enquêteurs et nous avons compté les résultats à la main en faisant des bâtons puis calculé les pourcentages à la règle à calcul ». Jean Stœtzl insiste pareillement sur « la privation de relations postales et l'absence de courant électrique pour exploiter les résultats mais qui n'ont pas empêché d'effectuer tous les calculs et d'étudier les différences d'opinion qui se font jour dans toutes les catégories ».

Outre ces conditions extrêmes de fabrication, le sondage fournit des éléments précieux sur l'état de l'opinion parisienne, au lendemain de la libération.

En premier lieu, l'enquête comprend des éléments factuels sur la « semaine héroïque » ayant abouti à la Libération de Paris. Ainsi, 61,9% des Parisiens interrogés considèrent que le rôle des FFI a été d'une importance considérable dans la Libération de Paris, 92% pensent que le commandement allié a fait entrer intentionnellement en premier la Division Leclerc à Paris, et ce davantage pour une raison de courtoisie (73,9%) que parce que cela revenait de droit aux Français (6,8%). Par ailleurs, 85,8% des Parisiens interrogés attribuent aux Allemands et Allemandes la responsabilité des coups de feu tirés des toits sur la population parisienne après la capitulation du commandement Von Choltitz du 25 août, la « résistance » allemande étant davantage expliquée par les sondés pour des raisons de prestige (34,5%) que pour des raisons militaires (29,2%).

Surtout, l'enquête révèle qu'une majorité d'interviewés (55,6%) déclare être allé voir défiler le Général de Gaulle sur les Champs-Élysées. L'Ifop précisait à cet égard dans la revue *Sondages* publiée après l'enquête que « Parmi ceux qui n'y étaient pas, un bon nombre ont indiqué spontanément un motif à cette absence ; des raisons de famille ou des raisons de santé sont bien souvent évoquées ».

³ A ce jour, il ne reste nulle trace des travaux menés par ce Service sous l'occupation. En revanche, des sondages du SSS furent publiés entre 1945 et 1949, en particulier des enquêtes électorales (referendum du 21 octobre 1945, élections générales des 2 juin et 10 novembre 1946, élections municipales d'octobre 1947).

⁴ A une époque où rappelons-le les femmes étaient toujours exclues du suffrage universel.



Au delà de ces données très indexées sur l'événement en tant que tel, le sondage recèle une dimension plus prospective qui montre bien le sentiment d'euphorie s'étant emparé de la population parisienne. En effet, invités à pronostiquer la date de la fin de la guerre, 72,4% des Parisiens estiment que le conflit s'achèvera entre fin octobre et fin décembre 1944. Seuls 17% prévoient la fin de la guerre en 1945 ou plus tard. Jean Stoetzel note à ce propos qu' « Il importe de souligner cependant que les variations d'opinion usuelles dues aux différentes catégories sociales, s'effacent cette fois devant l'amplitude des événements. Le public semble avoir été entraîné par delà les réactions ordinaires de milieux ou d'âges, dans un grand mouvement d'enthousiasme collectif ».

Venant nuancer cette vague d'optimisme qui conduisit la population parisienne à sous estimer la capacité des forces allemandes à prolonger la guerre, les interviewés apparaissent à l'inverse bien conscients du rapport de force et du rôle des alliés dans la guerre, et ce malgré la censure et la difficulté sous l'occupation à accéder à une information fiable. Ainsi, une très nette majorité (61%) considèrent que l'URSS est la nation qui a le plus contribué à la défaite allemande alors que les Etats-Unis et l'Angleterre, pourtant libérateurs du territoire national, ne recueillent respectivement que 29,3% et 11,5%. Un sondage mené par l'Ifop en mai 1945, sur l'ensemble du territoire français désormais libéré, confirmera le point de vue de la population parisienne (URSS : 57%, Etats-Unis : 20%).

A cet égard, il convient de noter que cette perception de l'opinion publique s'inversera de manière très spectaculaire avec le temps⁵. En 1994, à l'occasion du cinquantième anniversaire du débarquement allié du 6 juin 1944, l'Ifop réalise une étude internationale pour Le Monde, CNN et USA Today⁶ et pose de nouveau cette question relative à la nation ayant le plus contribué à la défaite allemande : 49% des Français interrogés citent les Etats-Unis, 25% l'URSS et 16% la Grande-Bretagne. Un sondage ultérieur mené en 2004⁷ accentuera cette tendance avec 58% en faveur des Etats-Unis et 20% seulement pour l'URSS.

Pour autant, en dépit de la reconnaissance par les Parisiens interrogés en 1944 du rôle majeur de l'Armée Rouge dans la défaite de l'Allemagne nazie, plus des deux tiers des personnes interrogées (69%) estiment que ce sont les Etats-Unis qui contribueront le plus au relèvement de la France après la Guerre. 13.8% citent l'Angleterre et seulement 6.2% mentionnent l'Union Soviétique. Tout se passe comme si la population parisienne se rangeait déjà clairement dans le camp occidental alors que les tensions entre alliés préalables à la guerre froide étaient inconnues du grand public.

Cette confiance manifestée par les Parisiens envers l'allié américain bénéficie également à son chef : 72.2% des personnes interrogées déclarent souhaiter la réélection de Franklin Delano Roosevelt, à l'occasion de l'élection présidentielle américaine prévue en novembre 1944.

C'est donc à partir d'un sondage d'opinion comme celui réalisé auprès des Parisiens que l'Ifop s'est développé dès la Libération. La production de sondages d'opinion restera majeure dans l'activité de l'Institut dans cette période du milieu des années quarante jusqu'aux années cinquante. Les années 1960 marqueront quant à elles l'émergence puis l'expansion d'un aspect spécifique des sondages d'opinion, à savoir l'enquête électorale.

Frédéric Dabi

Directeur du département Opinion et Stratégies d'Entreprise
de l'Ifop

⁵ Cf. tableau en annexe.

⁶ Sondage réalisé par téléphone en France, Allemagne, Grande Bretagne, Etats-Unis (en France, 969 personnes interrogées du 10 au 11 mai 1994).

⁷ Sondage Ifop / Le Figaro mené par téléphone du 2 au 3 juin 2004 auprès d'un échantillon de 1000 personnes âgées de 18 ans et plus.



Annexe



La nation qui a le plus contribué à la défaite de l'Allemagne

Question : Quelle est, selon vous, la nation qui a le plus contribué à la défaite de l'Allemagne en 1945

Evolution 1944 - 2004

	Ensemble Juin 2004	Rappel Ensemble des Français Mai 1994	Rappel Ensemble des Français Mai 1945	Rappel Ensemble des Parisiens Août 1944
	(%)	(%)	(%)	(%)
• Les Etats-Unis	58	49	20	29,3
• L'URSS	20	25	57	61,0
• La Grande-Bretagne	16	16	12	11,5
• Les trois pays	4	4	2	3,5
- Autres / Ne se prononcent pas	2	6	9	5,1
TOTAL	100	100	100	(*)

(*) Les personnes interrogées pouvaient donner deux réponses.



La nation qui a le plus contribué à la défaite de l'Allemagne

	Les Etats-Unis (%)	L'URSS (%)	La Grande- Bretagne (%)	Les trois pays (%)	Autres Nsp (%)
ENSEMBLE	58	20	16	4	2
SEXE DE L'INTERVIEWE					
Homme	60	19	15	4	2
Femme	56	21	18	3	2
AGE DE L'INTERVIEWE					
Moins de 35 ans	59	20	18	1	2
18 - 24 ans	56	17	24	1	2
25 - 34 ans	60	22	14	2	2
35 ans et plus	57	20	16	5	2
35 - 49 ans	60	18	17	4	1
50 - 64 ans	58	20	16	4	2
65 ans et plus	52	23	15	7	3
PROFESSION DU CHEF DE MENAGE					
Artisan ou commerçant	54	20	18	4	4
Profession libérale, cadre supérieur	63	22	12	2	1
Profession intermédiaire	56	22	20	2	-
Employé	56	19	20	3	2
Ouvrier	67	16	12	3	2
Retraité	53	21	17	7	2
Autre inactif	55	20	20	3	2
PROXIMITE POLITIQUE					
Total gauche	59	19	17	3	2
- Extrême gauche (*)	56	25	13	3	3
- Parti Communiste (*)	49	20	19	6	6
- Parti Socialiste	58	19	17	4	2
- Les Verts	62	17	18	2	1
Total droite	57	25	16	2	-
Sous total UDF / UMP	59	22	17	2	-
- UDF	52	25	18	4	1
- UMP	61	21	17	1	-
FN / MNR	52	33	10	5	-
Sans sympathie partisane	57	15	16	8	4
REGION					
Région parisienne	63	20	15	1	1
Nord-Est	57	17	19	4	3
Nord-Ouest	57	18	19	4	2
Sud-Ouest	65	17	13	4	1
Sud-Est, Méditerranée	53	25	15	5	2
CATEGORIE D'AGGLOMERATION					
Communes rurales	55	16	22	5	2
Communes urbaines de province	58	22	14	4	2
Agglomération parisienne	62	20	16	1	1

(*) Effectifs inférieurs à 50 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs



LIBÉRATION

Rédaction, Adm., 37, r. du Louvre, Paris (2^e)

ÉDITION DE PARIS

Tél.: TUR. 52-00 (35 lignes groupées)

Interrogé

Une exclusivité LIBÉRATION

par le "Gallup" français

PARIS PARLE

La victoire pour la mi-novembre

La Russie a le plus contribué à la défaite allemande

Les États-Unis aideront le plus à notre relèvement

Le plus beau souvenir : l'arrivée des Alliés à Paris

Les F.F.I. ont pris une part considérable à la libération

La réélection du Président Roosevelt ardemment souhaitée

PARIS a vécu, du 19 au 26 août, les heures les plus exaltantes peut-être de son histoire. Que disent, que pensent les Parisiens de la « semaine glorieuse » ? Quel souvenir ému en garderont-ils ?

Les Parisiens ont été interrogés. Ils ont répondu. « Libération » offre à ses lecteurs l'exclusivité des résultats obtenus à la suite de la première enquête que l'Institut français d'opinion publique » ait effectuée depuis septembre 1939, époque à laquelle il avait cessé toute activité. L'Institut français d'opinion publique », créé en 1938, est le premier organisme qui se soit constitué en France pour l'étude scientifique de l'opinion publique et des phénomènes psycho-sociaux.

M. Jean Stoetzel, fondateur de l'Institut, et ses collaborateurs de la première heure, MM. Henri Paoletti et Noël Poudroux, ont, certes, étudié en Amérique le fonctionnement de l'Institut Gallup, mais l'organisme créé en France, s'il est en quelque sorte à son image, l'a été d'une manière rigoureusement privée, sans aucune attache d'ordre politique ou économique et comporte les aménagements et modifications propres à appliquer ces nouvelles méthodes de sondage de l'opinion aux conditions mêmes d'existence de notre pays.

Les personnes interrogées, hommes et femmes de tout âge (au-dessus de vingt ans) appartiennent aux différentes catégories professionnelles dans des proportions fixées correspondant aux chiffres fournis par les statistiques officielles.

Pendant l'occupation, la résistance et le gouvernement provisoire d'Alger ont eu à maintes reprises le besoin de sonder l'opinion publique sur les questions politiques à l'ordre du jour. Ces sondages ont alors été effectués par le service S.S.S., rattaché à la délégation ; il était dirigé par M. Max Barioux-Richard avec la collaboration de Mme Isidore Pierrot.

PREMIERE QUESTION

QUEL EVENEMENT VOUS A CAUSE LE PLUS DE JOIE AU COURS DE CES DERNIERS JOURS ?

Arrivée des forces alliées	57,5 %
Libération politique, soulèvement populaire	13,2 %
Départ des Allemands	11,7 %
Manifestations patriotiques	4,9 %
Capitulation allemande du 25 août ..	2,2 %
Divers	9,2 %
Refus de répondre	1,3 %

L'arrivée des forces alliées est donc la « joie » qui a réuni le plus de suffrages. Une remarque est à faire, les hommes ont le plus souvent précisé qu'ils avaient ressenti cette « joie » dès l'an-

SEPTIEME QUESTION

QUELLES SONT LES RAISONS DE LA RESISTANCE ALLEMANDE A PARIS ?

Raisons de prestige	34,5 %
Raisons militaires	29,2 %
Raisons affectives	24,8 %
Résistance incompréhensible	3,3 %
Raisons diverses	10,2 %
On ne sait pas	2,3 %

Parmi les raisons diverses, il s'en trouve une invoquée assez fréquemment : les Allemands n'ont pas voulu se rendre à des forces « irrégulières » à leur avis, mais à des soldats.

HUITIEME QUESTION